

## MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES

### CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES COMMUN A TOUS LES LOTS (CCATP)

(CCATP N° DIRMC-DMQ-01-2025 du 2 mai 2025)

#### *Pouvoir adjudicateur*

Ministère en charge des transports  
Direction Interdépartementale des Routes du Massif Central

#### *Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)*

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes du Massif Central par arrêtés  
PCIR 692023 08 21 00011 et 692023 08 21 00012 du 21/08/2023  
Subdélégation de signature Arrêté N° 2025-DIRMC-012 du 11 avril 2025

#### *Objet du marché*

Fourniture et livraison de pièces détachées pour le Parc de la Direction  
Interdépartementale des Routes du Massif Central - Flottes Merlo et Caterpillar

#### *Remise des offres*

Date limite de réception : 20 juin 2025 – 14h00

Le présent CCATP comporte 1 annexe(s).

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES

### SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b><u>4</u></b>
1-1. Objet du marché et Normes.....	<u>4</u>
1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications.....	<u>4</u>
1-3. Point de départ du délai d'exécution.....	<u>6</u>
1-4. Passation des commandes.....	<u>6</u>
1-5. Décomposition en tranches et en lots.....	<u>7</u>
1-6. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion.....	<u>7</u>
1-7. Contrôle des coûts de revient.....	<u>7</u>
1-8. Dispositions générales.....	<u>7</u>
1-9. Ordres de service.....	<u>9</u>
<b>ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....</b>	<b><u>10</u></b>
<b>ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES...</b>	<b><u>10</u></b>
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	<u>10</u>
3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes.....	<u>10</u>
3-3. Variation dans les prix.....	<u>12</u>
<b>ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....</b>	<b><u>14</u></b>
4-1. Durée du marché et délais d'exécution.....	<u>14</u>
4-2. Pénalités pour retard d'exécution.....	<u>14</u>
4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution.....	<u>14</u>
4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations.....	<u>15</u>
<b>ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....</b>	<b><u>15</u></b>
5-1. Retenue de garantie.....	<u>15</u>
5-2. Avances.....	<u>15</u>
<b>ARTICLE 6. QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....</b>	<b><u>15</u></b>

<b>ARTICLE 7. PREPARATION ET EXECUTION DU MARCHE.....</b>	<b><u>16</u></b>
<b>7-1. Période de préparation.....</b>	<b><u>16</u></b>
<b>7-2. Programme d'exécution.....</b>	<b><u>16</u></b>
<b>7-3. Conditions d'exécution.....</b>	<b><u>16</u></b>
<b>7-4. Conditions d'intervention.....</b>	<b><u>17</u></b>
<b>7-5. Formation.....</b>	<b><u>17</u></b>
<b>7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité.....</b>	<b><u>17</u></b>
<b>ARTICLE 8. CONTROLES, ADMISSIONS ET GARANTIES.....</b>	<b><u>17</u></b>
<b>8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais.....</b>	<b><u>17</u></b>
<b>8-2. Admission.....</b>	<b><u>18</u></b>
<b>8-3. Garantie(s).....</b>	<b><u>18</u></b>
<b>ARTICLE 9. RESILIATION.....</b>	<b><u>18</u></b>
<b>ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION.....</b>	<b><u>19</u></b>
<b>ARTICLE 11. EXECUTION DU MARCHE.....</b>	<b><u>19</u></b>
<b>11-1. Contact.....</b>	<b><u>19</u></b>
<b>11-2. Rencontres / Bilans.....</b>	<b><u>19</u></b>
<b>ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b><u>20</u></b>

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES

*Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.*

## **ARTICLE PREMIER. OBJET ET NORMES - DISPOSITIONS GENERALES**

### **1-1. Objet du marché et Normes**

Les prestations, objet du présent marché, concernent :

Fourniture et livraison de pièces détachées pour le Parc de la Direction Interdépartementale des Routes du Massif Central - Flotte Merlo et Caterpillar

Les lieux d'exécution des prestations sont indiqués dans l'annexe 1 du présent document.

Les prestations font l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du CCP.

Ces prestations doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

### **1-2. Représentation du pouvoir adjudicateur et forme des notifications**

#### **1-2.1. Représentation du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché**

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RPA auprès du titulaire :

##### 1. Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG),
- b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG),
- c) Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 25 du CCAG).

##### 2. Le chef de parc, de bureau ou de cellule pour assumer les fonctions suivantes :

- a) Réception de la demande de paiement (article 11.6 du CCAG),
- b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.7 du CCAG),
- c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement,
- d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire,
- e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 23 et 24 du CCAG).

### **1-2.2.** Notification des décisions

Dans le cas où les notifications au titulaire devraient être effectuées à une adresse différente de celle figurant dans l'acte d'engagement, le titulaire est tenu de fournir l'adresse avant la notification du marché.

### **1-2.3.** Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

La notification au titulaire des décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les conditions suivantes :

- a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

- b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le titulaire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par télécopie et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initial du représentant du pouvoir adjudicateur.

- c) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges.

Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

### **1-3. Point de départ du délai d'exécution**

Le bon de commande précise les conditions d'exécution et en particulier la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.

Il sera dérogé à l'article 13.1.2 du CCAG dans le cas où le délai d'exécution du bon de commande partirait de la date précisée dans la décision du RPA pour commencer l'exécution de celui-ci.

### **1-4. Passation des commandes**

Les commandes successives sont adressées sous forme de bons de commandes signés par :

- Le chef de service ou son représentant.

**Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables  
du lundi 08h00 au vendredi 16h00 par courriel**

Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum d'une heure par renvoi courriel du bon de commande portant la date et l'heure de réception. Le rapport de transmission automatique au pouvoir adjudicateur fera foi en cas de contestation.

**Chaque bon de commande précise :**

- Le numéro du bon de commande dit "Engagement Juridique",
- La référence du marché,
- La désignation et la catégorie des produits,
- La quantité commandée par catégorie,
- Les prix unitaires et/ou forfaitaires,
- Le montant par catégorie de produits,
- Le montant de la commande hors taxe, le montant de la TVA et le montant TTC,
- Le lieu de livraison par référence aux annexes du présent CCATP.
- 

Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché précisée à l'article 3-1 de l'acte d'engagement, l'exécution de la totalité des prestations ci-dessus définies, suivant commandes faites au fur et à mesure des besoins.

### **1-5. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Le besoin homogène de fournitures est alloué, les fournitures sont réparties en 2 lots désignés ci-après qui sont traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
<b>Lot 1</b>	FLOTTE MERLO
<b>Lot 2</b>	FLOTTE CATERPILLAR

## **1-6. Mesures de sécurité - Prestations intéressant la Défense - Obligation de discrétion**

### **1-6.1.** Mesures de sécurité

Sans objet.

### **1-6.2.** Dispositions relatives aux prestations intéressant la "Défense"

Sans objet.

### **1-6.3.** Obligation de discrétion

Sans objet.

## **1-7. Contrôle des coûts de revient**

Sans objet.

## **1-8. Dispositions générales**

### **1-8.1.** Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 32.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de titulaires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

## **1-8.2.** Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

### **1-8.2.1.** Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

### **1-8.2.2.** Lutte contre les prestations de services internationales illégales

#### **a/ Désignation d'un représentant du titulaire**

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1 et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

#### **b/ Documents à produire**

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
  - les salariés détachés par ses soins,
  - les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,



- ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.

- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 46.3 du CCAG.

### **1-8.3. Assurances**

Les titulaires doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris l'acheteur public, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Pour justifier l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9-2 du CCAG, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance. Ils doivent adresser ces attestations au pouvoir adjudicateur dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de leur mission. Sur simple demande du pouvoir adjudicateur, les titulaires doivent justifier à tout moment du paiement de leurs primes.

### **1-8.4. Clauses sociales et environnementales**

#### **1-8.4.1. Clauses sociales**

Sans objet.

#### **1-8.4.2. Clauses environnementales**

Les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

#### **Ces conditions sont les suivantes :**

- Pour chaque lot, le titulaire privilégiera le minimum de conditionnement et l'utilisation d'emballages recyclables

### **1-9. Ordres de service**

Sans objet

## **ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi (**daté et signé par les représentants habilités des parties**),

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG) approuvé par l'arrêté du 22/12/2022 (ECOM2234957A),
- Le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières (CCATP) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi,
- Le(s) bordereau(x) des prix,
- Le catalogue du fournisseur.

### **ARTICLE 3. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES**

#### **3-1. Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

#### **3-2. Contenu des prix - Règlement des comptes**

##### **3-2.1. Contenu des prix**

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

**Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services, les prix s'entendent franco de port sans minimum de commande**

**3-2.2.** Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans la liste des prix.

Pour les prix absents de cette liste, par application, aux quantités réalisées, des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le tarif constitué par le catalogue du fournisseur affectés de rabais et/ou majoration(s) indiqué(s) à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Le titulaire s'engage, en outre, à faire profiter le pouvoir adjudicateur des rabais exceptionnels consentis dans le cadre d'actions promotionnelles.

##### **3-2.3. Modalités du règlement des comptes du marché**

###### **3-2.3.1. Le titulaire accepte la carte d'achat de niveau 3**

a) Délai de mise en place de la carte d'achat

Le présent marché est exécuté selon les dispositions prévues par le décret n° 2004-1144 du 26 octobre 2004 relatif à l'exécution des marchés publics par carte d'achat et en particulier celles prévues aux articles 6 et 7 de ce décret. Cette possibilité ne pourra pas être utilisée si le marché a déjà été nanti ou cédé.

En cas de première mise en place, le titulaire dispose d'un délai maximum de six mois, à compter de la notification de l'accord-cadre, pour être opérationnel dans la mise en œuvre de la

carte d'achat. En cas de dépassement de ce délai, et hormis les cas d'impossibilité avérés évoqués ci-dessous, le titulaire encourt les pénalités énoncées par le présent document.

Dans l'hypothèse où le titulaire dispose déjà d'une solution de carte d'achat, cette solution doit être opérationnelle dès la notification.

#### b) Prérequis à l'exécution du marché public par carte d'achat

Afin de permettre l'exécution d'un marché par carte d'achat le titulaire doit se doter :

- d'une solution d'acceptation permettant le traitement des commandes passées par cartes d'achat et s'appuyant sur une solution de traitement de flux financier interopérable et notamment sur le réseau retenu par le pouvoir adjudicateur dans son marché d'émission de carte d'achat (Visa, Mastercard, American Express...) et certifié PCI-DSS
- d'un contrat monétique avec une banque.

Une fiche pédagogique à destination des fournisseurs est disponible sur le site internet de la direction des achats de l'État, aux rubriques "Professionnalisation" puis "Dématisation et simplification" ou à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/dae/dematerialisation>

#### c) Modalités de fonctionnement de la carte d'achat

Par dérogation à l'article 3.7.1 du CCAG, les commandes pourront être passées au titulaire par tout porteur de carte d'achat au sens du décret n°2004-1144 du 26 octobre 2004 relatif à l'exécution des marchés publics par carte d'achat et de l'instruction n°05-025-M0-M9 du 21 avril 2005 qui en définit les modalités d'application (Bulletin Officiel de la Comptabilité publique).

Les commandes par téléphone sont interdites.

Les télécollectes partielles ne peuvent être acceptées que sous réserve d'une référence unique d'autorisation bancaire.

Le montant des sommes dues sera établi sur la base de constats contradictoires entre le représentant du titulaire et le RPA.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG. La périodicité des règlements sera mensuelle.

La remise de la demande de paiement intervient au début du mois pour tous les bons de commande exécutés le ou les mois précédents.

### **3-2.4. Modalités de transmission et de paiement**

#### **3-2-4-1 Modalités de transmission des pièces de paiement**

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les fournisseurs.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que:

- Le numéro de marché
- Le numéro de SIRET de l'Etat
- Le code du service exécutant de la dépense « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché »
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché ».

### **3-2-4.2 Modalités de paiement**

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

En l'absence d'obligation du titulaire de recourir à la facturation électronique, le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la demande de paiement par le RPA.

## **3-3. Variation dans les prix**

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, la variation des prix ne s'applique pas aux indemnités, pénalités, retenues ou primes.

**3-3.1.** Les prix sont révisibles par ajustement des prix suivant les modalités des prix fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

### **3-3.2.** Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement.

Ce mois est appelé "mois zéro" ( $m_0$ ).

### **3-3.3.** Modalités de révision par ajustement des prix

Les prix sont ajustés par référence au tarif suivant : **tarif public du fournisseur.**

Les conditions et périodicités d'ajustement sont fixées comme suit :

- Le titulaire du marché s'engage à notifier au pouvoir adjudicateur, par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif de référence en 2 exemplaires avec un préavis de 1 mois minimum, avant la date d'entrée en vigueur de celui-ci.

### **3-3.4. Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

## **ARTICLE 4. DUREE DU MARCHE ET DELAI D'EXECUTION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES**

### **4-1. Durée du marché et délais d'exécution**

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

### **4-2. Pénalités pour retard d'exécution**

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités de retard sont appliquées quels que soient leurs montants.

**A – Commande de type « Standard »:** Une pénalité journalière de 100 € par jour de retard.

**B - Commande de type « Urgence VH»:** Une pénalité journalière de 200 € par jour de retard.

### **4-3. Pénalités et retenues autres que retard d'exécution**

Sauf disposition contraire, les pénalités et retenues définies ci-après sont applicables à tous les bons de commandes.

#### **4-3.1. Pénalité pour retard d'intervention**

Sans objet.

#### **4-3.2. Pénalité pour dépassement de la durée d'intervention**

Sans objet.

#### **4-3.3. Pénalité pour indisponibilité**

Sans objet.

#### **4-3.4. Pénalité pour non remise en état des lieux**

Sans objet.

#### **4-3.5. Retenue pour non remise de documentation/Bilan**

En cas de retard dans la remise de la documentation visée à l'article 7-3.9, le titulaire subit une retenue journalière de 50 € par jour ouvré de retard.

#### **4-3.6. Pénalité relative aux obligations en matière de sécurité des travailleurs**

Sans objet.

#### **4-3.7. Pénalité relative à la mise à disposition de matériels par le pouvoir adjudicateur**

Sans objet.

#### **4-3.8. Clauses sociales**

Sans objet.

#### **4-3.9. Autres pénalités diverses**

##### **Pour non respect du site de livraison :**

En cas d'erreur de site de livraison, une pénalité de 50 euros est appliquée.

La livraison sur le site indiqué sur le bon de commande est à la charge du fournisseur.

#### **4-4. Primes pour réalisation anticipée des prestations**

Sans objet.

### **ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

#### **5-1. Retenue de garantie**

Sans objet.

#### **5-2. Avances**

Sans objet.

## **ARTICLE 6. QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS**

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au pouvoir adjudicateur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

## **ARTICLE 7. PREPARATION ET EXECUTION DU MARCHE**

### **7-1. Période de préparation**

Le bon de commande précise la mise en œuvre d'une période de préparation si elle s'avère nécessaire.

### **7-2. Programme d'exécution**

Sur demande de l'une ou l'autre des parties, un programme d'exécution est établi en commun.

### **7-3. Conditions d'exécution**

#### **7-3.1.** Dispositif de sécurité

Sans objet.

#### **7-3.2.** Installation des chantiers du titulaire

Sans objet.

#### **7-3.3.** Prise en charge des matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire – Stockage, emballage, et transport

A - Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire

Sans objet.

B - Stockage, emballage, et transport

Sans objet.

**7-3.4.** Signalisation du site à l'égard de la circulation publique

Sans objet.

**7-3.5.** Maintien des communications

Sans objet.

**7-3.6.** Accès, consignes, personnel et moyens du titulaire

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- au règlement intérieur de l'établissement.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des locaux qui n'exigent pas son intervention.

**7-3.7.** Mise à disposition de matériels par le pouvoir adjudicateur

Sans objet.

**7-3.8.** Prise en charge et restitution des installations et de la documentation

Sans objet.

**7-3.9.** Documentation technique

Le titulaire s'engage à fournir au plus tard à la livraison et sans supplément de prix toute la documentation et ses éventuels rectificatifs rédigée en **langue française** nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct des fournitures livrées et leurs maintenances éventuelles.

**7-3.10.** Revendications des tiers

Sans objet.

**7-4. Conditions d'intervention**

Sans objet.

**7-5. Formation**

Sans objet.

**7-6. Prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité**

Aucune stipulation particulière.



## **ARTICLE 8. CONTROLES, ADMISSIONS ET GARANTIES**

### **8-1. Surveillance en usine, vérifications et essais**

#### **8-1.1. Surveillance en usine**

Sans objet.

#### **8-1.2. Vérifications quantitatives**

Elles sont effectuées dans un délai de 5 jours à dater de la livraison de la fourniture.

Les conditions de vérifications quantitatives sont les suivantes :

**adéquation quantité livrée – quantité commandée**

#### **8-1.3. Vérifications qualitatives**

Elles sont effectuées dans un délai de 7 jours à dater de la livraison de la fourniture.

Les conditions de vérifications qualitatives sont les suivantes :

**Adéquation avec la référence commandée**

En cas d'erreur de référence de la part du fournisseur, les frais de retour sont à sa charge.

#### **8-1.4. Essais**

Sans objet.

### **8-2. Admission**

Aucune stipulation particulière.

### **8-3. Garantie(s)**

#### **8-3.1. Garantie des prestations**

Le délai dont dispose le titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée, est fixé par décision du pouvoir adjudicateur après l'avoir consulté.

#### **8-3.2. Garantie de suivi de la documentation**

Sans objet.

#### **8-3.3. Garantie particulières**

Sans objet.

### **8-3.4. Garantie des vices cachés**

En complément de l'article 28 du CCAG, les fournitures livrées dans le cadre de l'exécution du présent marché sont garanties contre les vices cachés selon les dispositions des articles 1641 et 1648 du code civil.

## **ARTICLE 9. RESILIATION**

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RPA des éléments énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 32.1 h) du CCAG.

Est notamment considérée comme cas de force majeure, aux termes de l'article 31.1 2<sup>ème</sup> alinéa du CCAG, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel ou en cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le Gouvernement français.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 32 du CCAG, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation à l'article 32.2 du CCAG, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour ce motif ainsi que conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en redressement judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché dans les conditions de l'article 30.2 du CCAG.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

## **ARTICLE 10. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION**

Sans objet.

## **ARTICLE 11. EXECUTION DU MARCHÉ**

### **11-1. Contact**

Le titulaire désigne sous quinze jours après la notification du marché, un responsable/correspondant qui est l'interlocuteur habituel de la DIRMC.

Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du pouvoir adjudicateur.  
Le contact du représentant de la DIRMC est le suivant :

Département Méthodes et Qualité / Parc / Magasin  
Monsieur CARRY Sylvain 04 71 50 80 64/06 85 19 90 42

### **11-2. Rencontres / Bilans**

Au 15 janvier de chaque année, le titulaire transmettra un bilan annuel N-1 des achats par courriel à l'adresse suivante :

[commande.parc.dmq.dirmc@developpement-durable.gouv.fr](mailto:commande.parc.dmq.dirmc@developpement-durable.gouv.fr)

Ce bilan sous format « fichiers informatiques » de types xls ou ods, indiquera les achats effectués sur le marché par catégorie de produits /quantité / montant hors taxe.

**Chaque année, une rencontre entre le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur sera effectuée et jusqu'à la date de fin du marché.**

## **ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCATP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

### **a) CCAG :**

CCATP 1-3	déroge à l'article	13.1.2 du CCAG
CCATP 1-8.3	déroge à l'article	9.2 du CCAG
CCATP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCATP 3-2.3	déroge à l'article	3.7.1 du CCAG
CCATP 3-3	déroge à l'article	14.1.2 du CCAG
CCATP 4-2.1	déroge aux articles	14.1.3 du CCAG
CCATP 9	déroge à l'article	32.2 du CCAG

### **b) CCTG et CPC travaux publics**

### **c) Normes françaises homologuées**

### **d) Autres normes**

## **ANNEXE 1**

### **POINTS DE LIVRAISON**

Parc de Brioude : 29 rue Guynemer – 43100 BRIOUDE

Parc de Langogne : 38 Avenue de la Gare – 48300 LANGOGNE

Atelier de Saint-Flour : 1 Route de Clermont-Ferrand – 15100 SAINT FLOUR

Atelier d'Antrenas : A75 Echangeur 38 – 48100 ANTRENAS

***Des livraisons ponctuelles pourront être sollicitées sur d'autres sites de la DIRMC  
(Cf Annexe 2 Réseau DIRMC)***